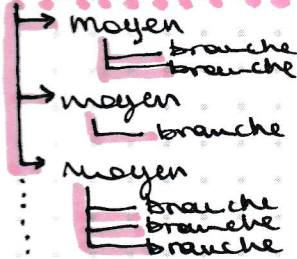


\* Aut 2004, pas d'appel possible en cours d'assise.  
Ttn, appel en cours d'assise.

Il est possible, après l'appel, d'aller en cours de cassation.  
Ce n'est pas un 3<sup>e</sup> degré de juridiction.  
Elle juge en droit → elle juge la décision et pas l'affaire.  
Son rôle est d'harmoniser la jurisprudence. Elle est unique.

la demande faite à la cours de cassation s'appelle le pourvoi.  
Pls arguments appelés moyens, potentiellement subdivisés en branches.  
Pourvoi de la cassation



En gen, décisions cours de cassat° suivies par juges du fond (1<sup>er</sup> & 2<sup>e</sup> d°)

Si d'accord avec la 1<sup>re</sup> décision : rejete le pourvoi, fin de l'affaire.

Si non : casse et annule la décision → arrêt de cassat°  
+ renvoi en cours d'appel.

Cas rare mais possible : casser peut annuler le litige → cassat° sans renvoi.

Possible cassat° partielle → casse seulement certaines décisions.  
le renvoi est aussi partiel

Qd il y a eu cassat° et renvoi en appel, il est possible de faire un 2<sup>e</sup> pourvoi en cassat° pour la même affaire.

Si elle casse, 3<sup>e</sup> cours d'appel. (elle doit se plier alors à la cours de cassat°)

Procès les plus longs : tjs des principes → financiers, ...  
(+ long 20 ans, quelques uns en 15 ans)

## ACTION EN JUSTICE

Procédure civile.

→ Ce sont les partis au procès qui font tout.

Il faut un intérêt à agir :

- né
- actuel
- légitime
- personnel

légitime : on ne peut saisir le juge que sur un article de loi.  
→ une loi n'a pas été respectée.

Personnel : on ne peut saisir le juge que pour soi (pas son voisin)  
en dt de la consummat° toutefois → act° de grp.  
en cas de rpt° légale, c'est le représenté qui est concerné.



Né : le dt doit ne pas avoir été respecté → pas d'act° préventive.

Actuel : suivant les sujets, il faut agir en justice suivant certains délais. (qqes mois jusqu'à 30 ans)

Procédure civile et accusatoire (et pas inquisitoire) :  
ce sont les partis qui fixent les contours du litige.

Si on ne demande pas, le juge ne propose pas.

Il ne statue que ce sur quoi on l'intègre.

→ Demande principale et subsidiaire.

ex : principal : plagiat subsidiaire : concurrence déloyale  
infinitement subsidiaire : parasitisme.

la procédure est contradictoire : chacun doit connaître avant l'audience les motifs, arguments et preuves.

À tout moment, les partis peuvent interrompre et transiger.

la procédure est gratuite. Mais il y a qd de frais

• dépens (fixe), à la charge de celui qui perd

• frais de rpt°. Avocat obligatoire (sauf certains tribunaux)

Mais → aide juridictionnelle

Art. 700 : permet à une des parties de demander une somme forfaitaire au juge pour les frais engagés.

(coût de ses décisions de justice)

Débouter qqn : refuser d'accéder à sa demande.

## PREUVE

C'EST LE PLUS IMPORTANT !!!

C'est aux personnes de prouver.

À titre exceptionnel, le juge peut aider à prouver

ex : test ADN.

Pas de preuve = Pas de Droit

Ce que je ne prouve pas, n'existe pas.

preuve illégale = pas de preuve.

Les modes de preuve :

- écrit (doc daté signé chiffre & lettres n partis n exemplaires)
- témoin
- Par présompt° (p. irréfutable : on admet pas la preuve contraire) (Cindé du support)
- aveux → extra-judiciaire → judiciaire

★★★★★



Justice est publique (sauf except° : huit clos)

→ familiale

→ décision juge si risque de trouble à l'ordre public

Pas de dt de photographier / enregistrer → dt à la vie privée.

Qd mise en ligne → anonymisée (CNIL pr éviter bdd sur les mams)

Vie privée

(Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Paris

Ordonnance de refus jugée du 29 oct 2008 Nicolas S / TMR PRO)

Art. 9 code civil Art 8 convent° de sugde des dt de l'hô

Mais aucun ne définit la vie privée.

→ Bcp de jurisprudences.

Assez stable mais variantes et jms sûr à 100%

Ce sont les juges qui définissent ce qui est à vie privée et qui décident cui concilier vie privée & autres dt qui contredisent

→ dt liberté d'expr, dt du public à recevoir une info, dt d'intérêts généraux (entreprise/salaire...)

Données personnelles ≠ vie privée (Données privées (Données perso)

Dt protect° données perso (état civil, mariage, naissance, décès...)

→ def par loi informatique & liberté

"qui permet l'identificat° de la personne à qui elle se rapporte"

Dt vie privée = dt fondamental

attaché à la personne, on ne peut pas y renoncer.

On peut temporairement donner le dt d'utiliser des elmt de sa vie privée. MAIS dt à tjs circonscrite.

Autorisation • expresse (document)

• tacite (x déduit d'un comportement non équivoque)

Pas que l'ing: enregistrement, ....

Ce n'est pas pq qqn publie des infos sur sa vie privée qu'elle sont publiques et que qqn d'autre a le dt de les utiliser.

2 autres dt important

→ liberté d'expr

→ dt d'être informé

} dt fondamentaux aussi

⇒ contradicti° : conciliat° par tribunaux

→ tot / publiques (pdt exer de leur tot) : x dt à l'ing. politiques

dt du public à l'info : une valeur normative que vie privée

→ ces dts doivent être conciliés

• evnt° actualité : H ce qui est en relat° directe et qui l'illustre de façon pertinente peut être publié sans autorisat° si ne porte pas atteinte à la dignité de la personne.

[dt à l'humour et liberté d'expr aussi conciliés.]